

[Texte]

That did not come from some women's group—who are saying some pretty delicious things about the minister and his colleagues these days—it came from the minister's own financial bedfellows, the people who underwrote his advertisements to get re-elected in 1988. That is their assessment. That is their report card. It contradicts the minister's fairly rosey scenario of five minutes ago. Can he reconcile the two?

Mr. McDermid: You bet I can. I am glad you asked that question because I think the Chamber of Commerce will probably agree with me when I say they are comparing apples with oranges.

The comparison was made based on the old accounting system the government still used at that time. If they compared on the old accounting basis what the government is doing today, we would be lower than what the Minister of Finance projected. But there has been a change in the accounting basis since that time. Had they compared apples with apples or oranges with oranges, I think they would have seen that in fact the Minister of Finance has made great headway in that particular projection. As a matter of fact, his projection was higher than what actually happened in the spending.

• 1220

The other thing I want to make very clear to the hon. member—I said it earlier and I am going to say it again, because it is very important—is that the actual operating of government, the actual running of this place, is where you really do have the ability to do some cutting in spending and so on. It is difficult when 17% of your budget goes to seniors. Try to cut there and see what happens. Another huge percentage goes to medical care; another huge percentage goes to post-secondary education, and so on and so forth. But where you can really cut back in government spending, where you can really make a difference, is in the operations of running this place. Here we are six years later operating the Government of Canada at \$100 million less than when we took over in 1984.

So some tremendous headway has been made by the Minister of Finance in the spending, and I would hope that the Chamber of Commerce would in fact be fair in their assessment and compare apples with apples or oranges with oranges.

I might say that when you compare the spending in government, major transfers to persons have gone from \$25 billion to \$35 billion, which is a \$10 billion increase. Cash transfers to other levels of government have gone from \$19 billion to \$24 billion. Major subsidies and transfers have gone from \$9.1 billion to \$9.9 billion. Payments to Crown corporations are about the same at \$4.6 billion. Defence has increased from about \$8.8 billion to \$11.9 billion. Official

[Traduction]

Ce n'est pas un groupe de femmes qui parlent—et elles disent des choses assez délicieuses à propos du ministre et de ses collègues de nos jours—ce sont les concubins financiers du ministre, les gens qui ont souscrit sa publicité en vue de sa réélection en 1988. C'est l'évaluation qu'ils font. C'est le bulletin qu'ils lui donnent. Cela contredit le scénario assez optimiste présenté par le ministre il y a cinq minutes. Peut-il réconcilier les deux points de vue?

M. McDermid: Assurément. Je suis heureux que vous ayez posé cette question, car j'estime que la Chambre de commerce sera probablement d'accord avec moi lorsque je dirai qu'il s'agit d'une comparaison entre des pommes et des oranges.

La comparaison a été faite d'après l'ancien système comptable que le gouvernement utilisait encore à l'époque. Si la comparaison était fondée sur les anciennes méthodes comptables, nous serions plus bas que ce que le ministre des Finances avait projeté. Mais les méthodes comptables ont été modifiées depuis lors. Si les gens de la Chambre de commerce avaient comparé des pommes avec des pommes ou des oranges avec des oranges, je crois qu'ils auraient constaté qu'en fait le ministre des Finances a réalisé des progrès considérables à l'égard de cette projection. En fait, sa projection était plus élevée que les dépenses effectivement faites.

Je voudrais également bien préciser au député—je l'ai dit tout à l'heure et je le répéterai, parce que c'est très important—que c'est dans le fonctionnement du gouvernement qu'on peut vraiment couper les dépenses. Il est difficile de le faire lorsque 17 p. 100 de votre budget sont consacrés aux personnes âgées. Essayez d'y faire des coupures et vous verrez ce qui se produira. Un autre pourcentage considérable est destiné aux soins de santé, un autre pourcentage énorme à l'enseignement postsecondaire, et ainsi de suite. Mais là où on peut vraiment couper les dépenses gouvernementales, où on peut vraiment faire une différence, c'est dans le fonctionnement. Six ans plus tard, il en coûte 100 millions de dollars de moins pour faire fonctionner le gouvernement canadien que lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en 1984.

Le ministre des Finances a donc réalisé des progrès énormes au chapitre des dépenses et j'aurais espéré que la Chambre de commerce procède à une évaluation juste et compare des pommes avec des pommes et des oranges avec des oranges.

J'ajouterai que lorsque vous comparez les dépenses gouvernementales, les transferts importants aux personnes sont passés de 25 milliards de dollars à 35 milliards de dollars, soit une augmentation de 10 milliards de dollars. Les transferts en espèces aux autres gouvernements sont passés de 19 milliards de dollars à 24 milliards de dollars. Les subventions et transferts importants sont passés de 9,1 milliards de dollars à 9,9 milliards de dollars. Les paiements